

FACS OUVERTES AUX ENFANTS D'OUVRIERS ET AUX ÉTUDIANTS ÉTRANGERS !

Voilà plusieurs années que le gouvernement a mis en place la sélection à l'entrée de l'université avec Parcoursup. Depuis, à chaque rentrée, des centaines de milliers de jeunes se retrouvent sur le carreau.

À la rentrée 2025, plus de 300 000 jeunes qui avaient demandé une inscription en première année se sont retrouvés sans affectation, un chiffre en constante hausse depuis la mise en place de la plateforme en 2018. Cette sélection a, sans conteste, un caractère de classe : les enfants d'ouvriers sont surreprésentés parmi les jeunes refusés. Et en master ce n'est pas mieux ; c'est un jeune sur trois qui n'a pas de proposition à la fin de la procédure MonMaster.

Cette année, la volonté du gouvernement de faire appliquer des frais différenciés pour les étudiants étrangers (3000€ en licence, 4000€ en master) dans toutes les facs va renforcer cette sélection sociale.

Les coupes budgétaires imposées par le gouvernement amplifient cette sélection à mesure que des places voire des filières entières sont supprimées. Pourtant l'argent existe : du côté du budget de l'armée, que le gouvernement a prévu d'augmenter de 6,7 milliards d'euros, ou du côté des 211 milliards d'euros de cadeaux annuels qui sont faits au patronat.

Faire des jeunes de la chair à patrons ...

Leur but est simple, refuser les jeunes à l'université et les forcer à aller travailler au plus vite ! Ce qu'il leur faut, c'est de la main d'œuvre bon marché, qui n'a pas d'autre choix que d'accepter des conditions de travail dégradées et

dangereuses. En témoignent la dizaine de morts au travail cette année chez les moins de 25 ans.

Patrick Martin, le dirigeant du MEDEF « s'inquiète » du chômage chez les jeunes, qui est aujourd'hui à plus de 20%. Sa « solution » ? un CDI jeune, payé moins que le SMIC, avec une période d'essai de plusieurs années qui donnerait le pouvoir aux patrons de se débarrasser des jeunes travailleurs du jour au lendemain. D'ailleurs, selon ses propres mots « Les apprentis sont bien payés en dessous du SMIC et cela ne choque personne ! »

... Et de la chair à canon !

Le gouvernement veut aussi profiter de ces jeunes recalés de l'université pour recruter à l'armée. Cette année, le service militaire « volontaire » est intégré à Parcoursup et proposé comme alternative à ceux qui n'auraient reçu aucune affectation, avec la promesse de favoriser leurs dossiers pour la prochaine campagne Parcoursup. Pour accéder aux études, il faudrait donc accepter de devenir soldat de l'armée française ?

La jeunesse ouvrière n'est pourtant pas condamnée à être privée d'études supérieures. La lutte menée chaque année, dans différentes universités, par des collectifs de « sans-facs » pour arracher des inscriptions malgré les refus sur Parcoursup, montre qu'il est possible de contester cette politique par la lutte collective.